

Unité interdépartementale des deux Savoie  
3, rue Paul Guiton  
74000 Annecy

A Annecy, le

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 08/12/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **GRAPHOCOLOR**

19 AVENUE DES VIEUX MOULINS  
74000 Annecy

Références : [20231208\\_RAP\\_Insp\\_Graphocolor\\_Incident\\_V2](#)  
Code AIOT : 0006104534

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 08/12/2023 dans l'établissement GRAPHOCOLOR, implanté 19 AVENUE DES VIEUX MOULINS, 74000 Annecy. L'inspection a été annoncée le 08/12/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Suite à l'email reçu le 6/12/2023 au soir de l'exploitant, relatif à l'incident survenu sur l'unité de distillation le 1/12/2023, l'inspection des IIC s'est rendue sur place.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- GRAPHOCOLOR
- 19 AVENUE DES VIEUX MOULINS, 74000 Annecy
- Code AIOT : 0006104534
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société GRAPHOCOLOR a été créée en janvier 1951, elle emploie entre 200 et 250 salariés. La superficie du site est de 19 000 m<sup>2</sup>. GRAPHOCOLOR a pour activité l'anodisation et la coloration de toutes petites pièces et de petits bouchons en aluminium. Les bouchons sont fabriqués par emboutissage à partir de tôle d'aluminium. L'anodisation et la coloration sont réalisées dans des bains de traitement de surface d'un volume total de 155,7 m<sup>3</sup> répartis dans deux ateliers dénommés U1U2 et U7U8 (ancien atelier U3).

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- incident survenu sur l'unité de distillation

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;

- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Respect valeurs limites de rejets en azote global	Arrêté Préfectoral du 29/10/2007, article 2.4.4.2	Consignation	15 mars 2024

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Déclaration d'incident	Code de l'environnement du 08/12/2023, article R 512-69	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'unité de distillation ne fonctionnant plus suite à l'incident survenu, l'inspection propose au préfet de consigner la somme de 200 000 € correspondant à la mise en route de l'unité de distillation selon l'AP de consignation du 15 février 2021, si cette unité n'est pas remise en route d'ici le 15 mars 2024.

L'exploitant tiendra informé l'inspection de la remise en route de l'unité de distillation.

Par ailleurs, l'inspection demande à l'exploitant de mettre en œuvre une surveillance renforcée des rejets en azote global (analyse 1 fois par mois par un laboratoire extérieur, à partir de janvier 2024) et de renseigner l'autosurveillance quotidienne et la surveillance mensuelle dans GIDAF au plus tard le dernier jour du mois qui suit le mois de la mesure.

A titre d'observations, l'inspection :

- rappelle à l'exploitant que conformément à l'article R512-69 du code de l'environnement, l'exploitant est tenu de déclarer dans les meilleurs délais les accidents ou incidents.
- demande à l'exploitant de s'assurer que l'information a bien été réceptionnée, en contactant l'inspection par téléphone.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Déclaration d'incident

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 08/12/2023, article R 512-69
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Déclaration d'incident ou d'accident
<b>Prescription contrôlée :</b> <b>Article R 512-69 du code de l'environnement:</b>  L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.  Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b> Un incident est survenu sur le site le 1er décembre 2023. Une fuite au niveau du bouilleur de l'unité de distillation a créé des dommages importants sur le bouilleur (attaque de l'émail du déverseur, du couvercle,...). L'installation n'étant plus étanche, l'unité de distillation a été mise à l'arrêt le 1er décembre 2023. La distillation permettant de maîtriser les rejets azotés en sortie de station, la maîtrise des rejets azotés en sortie de station n'est plus assurée. L'exploitant a informé l'inspection de cet incident par email le 6 décembre au soir, accompagné d'un rapport d'incident (sous la forme BARPI), de photos et du rapport d'expertise du fournisseur en date du 5/12/2023. L'exploitant a attendu l'expertise du fournisseur le 5/12 pour informer l'inspection.
<b>Observations :</b> L'inspection rappelle à l'exploitant que conformément à l'article R512-69 du code de l'environnement, l'exploitant est tenu de déclarer dans les meilleurs délais les accidents ou incidents. L'exploitant aurait dû prévenir l'inspection dès le 1er décembre.  Par ailleurs l'inspection demande à l'exploitant dans de tels cas de s'assurer que l'information a bien été réceptionnée, en contactant l'inspection par téléphone.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 2 : Respect des valeurs limites de rejets en azote global

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 29/10/2007, article 2.4.4.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prévention de la pollution des eaux
<b>Prescription contrôlée :</b>

Article 2.4.4.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 2007 — 3205 du 29 octobre 2007:

Valeurs limites en concentration et en flux dans les rejets aqueux pour l'Azote global:

- Concentration < 50 mg/l (sur un échantillon moyen journalier)
- flux journalier < 36 kg/j

**Constats :**

**surveillance des rejets :**

L'exploitant assure une autosurveillance quotidienne de l'azote global et fait réaliser par un laboratoire extérieur (LAEPS) une surveillance mensuelle de l'Ammonium et une surveillance trimestrielle de l'Azote globale. La prochaine mesure trimestrielle est prévue le 14/12 (résultat du laboratoire extérieur: 71 kg/j, résultat de l'autosurveillance: 94 kg/j). **Au vu de la situation, l'exploitant prévoit d'analyser l'azote global 1 fois par mois par un laboratoire extérieur à partir de janvier 2024.**

**La surveillance des rejets, renforcée par l'exploitant, est jugée suffisante.**

**L'inspection demande cependant à l'exploitant de renseigner dans GIDAF l'autosurveillance quotidienne et la nouvelle surveillance mensuelle, dès que possible et au plus tard le dernier jour du mois qui suit le mois de la mesure.**

**Résultats de la surveillance des rejets :**

Le jour de l'inspection, l'exploitant présente les résultats de l'autosurveillance quotidienne de l'azote global à l'inspection (disponible jusqu'au 5/12), puis l'exploitant transmet les résultats par mail du 11/12/2023:

28/11: 58 kg/j

29/11: 107 kg/j

30/11: 97 kg/j

1/12: 95 kg/j Les rejets ne sont plus traités par l'unité de distillation depuis le 1/12.

2/12: 84 kg/j

3/12: 11 kg/j

4/12: 39 kg/j

5/12: 118 kg/j

6/12: 97 kg/j

7/12: 83 kg/j

8/12: 60 kg/j

9/12: 35 kg/j

10/12: 125 kg/j

Seules deux valeurs sont inférieures à la valeur limite de 36 kg/j (dimanche 3/12 et samedi 9/12). Cela s'explique par une production plus faible pendant le week-end.

L'exploitant précise qu'avant la mise en place de l'unité de distillation le rejet moyen en azote global était d'environ 120 kg/j. L'exploitant explique que les résultats sans l'unité de distillation sont en-deça de ceux avant sa mise en place grâce au projet aluminosulfate qui a été mis en oeuvre depuis et qui fonctionne en parallèle de la distillation. Cependant ce procédé ne permet d'abattre que 8 à 10 kg/j d'azote.

L'exploitant ajoute qu'il avait réussi à respecter le rejet moyen en azote global de 36 kg/j pendant 11 jours du 16/11 au 26/11.

**Mesures mises en œuvre pour maîtriser les rejets :**

Le jour de l'inspection, l'exploitant avait 3 possibilités pour remettre en fonctionnement l'unité de distillation, d'après les informations fournies par le fournisseur:

- la réparation provisoire des pièces : 3 mois;
- la réparation des pièces : délai entre 3 et 11 mois;
- l'installation de pièces neuves: 1 an.

Vu le délai annoncé, l'inspection a demandé les mesures possibles pour maîtriser malgré tout les rejets. Sans l'unité de distillation, l'azote n'est plus traitée. Quelques solutions en cours de développement existent mais ne peuvent compenser le traitement réalisé par l'unité de distillation. Les autres solutions sont la diminution de la production, ou l'évacuation et l'élimination par camion de tout ou partie des rejets industriels.

Cela montre à quel point le fonctionnement de ce système de traitement est indispensable, et **la nécessité pour l'exploitant de mettre en place des mesures pour éviter que cette situation ne se reproduise. Par ailleurs, l'inspection recommande à l'exploitant de faire vérifier le reste de l'unité de distillation pendant cette période d'interruption.**

Par mail du 15/12, l'exploitant a fait part de l'état d'avancement de ses différents plans d'actions:

*" Ils s'articulent autour de 2 axes :*

- *Réparer rapidement notre installation pour une remise en route dès que possible*
- *Identifier et mettre en place des solutions pour réduire notre impact azote en attendant cette réparation (recyclage, évacuation...)*

*Sur la 1ère partie, en collaboration avec notre fournisseur, nous avons identifié plusieurs pistes :*

- *Réalisation de pièces neuves : délai de 11 mois*
- *Réparation des pièces actuelles : délai de fin mars mais il faut compter 1 mois de plus pour le remontage compte tenu des travaux*
- *Réparation provisoire :*
  - *Solutions avec des manchettes : délai au 09 Février avec 15j de délai de remise en route*
  - *Autre solution de réparation encore à l'étude et qui sera affinée avec la venue du fournisseur la semaine prochaine pour avoir une solution back up si la 1ère réparation provisoire ne fonctionne pas.*

*Dans le cadre de la réparation provisoire, nous commanderions des pièces neuves pour les mettre en place dès réception et arrêter la solution provisoire (soit dans 11 mois environ).*

*Cette solution provisoire doit permettre un fonctionnement à l'identique de notre unité de distillation*

*Nous nous orientons vers ce dernier cas, avec une remise en route de l'installation visée sur la 2ème quinzaine de Février*

*Ceci nous dispense d'un démontage complet de l'installation mais dans ce cas-là, nous ne pourrons plus envoyer le matériel existant pour réparation (option 2) pour fin Mars.*

*Nous sommes suffisamment confiants sur les 2 solutions de réparation provisoires pour choisir cette solution.*

*En attendant cette réparation, nous avons identifié plusieurs solutions pour diminuer notre rejet dont certaines pistes ont déjà été évoquées avec vous :*

- *Passage à l'aluminosulfate phase 2 (ce qui permet de diminuer les ajouts en sulfate d'ammonium) : En place*
- *Recyclage des condensats EV1 et EV2 (qui alimentaient normalement la distillation) vers d'autres Process ce qui limite les rejets : En place*

- Passage à l'oxyde de magnésium plutôt qu'à la chaux pour traiter notre rejet station ce qui bloque une partie de notre ammonium : Partiellement en place car nos équipements ne nous permettent pas pour le moment de travailler en continu
- Evacuation du nitrate de sodium de la tour de lavage : Travaux à réaliser rapidement pour pouvoir le mettre en place

Avec l'ensemble de ces actions, nous devrions nous rapprocher des 74 kg d'azote par jour.

Avec les premières mesures prises dès le début de cette semaine, nous constatons les 1ers effets :

- Mardi 12/12 : 88 kg N /j
- Mercredi 13/12 : 83 kg N /j
- Jeudi 14/12 : 94 kg N /j

Ces 1ers résultats sont donc encourageants et nous laisse confiants avec les modifications supplémentaires qui sont en cours, en particulier l'évacuation du nitrate de sodium. "

#### **Historique relatif à la mise en place de l'unité de distillation et au respect des valeurs limites de rejets en azote global :**

Pour rappel, par arrêté préfectoral n° 2011364-0006 du 30 décembre 2011, la société GRAPHOCOLOR a été mise en demeure de respecter les prescriptions édictées par l'article 2.4.4.2 de l'arrêté préfectoral n° 2007-3205 du 29 octobre 2007, notamment en ce qui concerne le respect de la limite de concentration et de flux en azote global dans les rejets aqueux.

Afin de respecter les limites de concentration et de flux en azote global dans les rejets aqueux, l'exploitant avait prévu de mettre en œuvre une unité de distillation en 2021, ainsi que d'autres dispositifs de traitement à l'horizon 2022, tels que la mise en place de rinçages cascade, la valorisation du raffinat et la substitution de la chaux par l'oxyde de magnésium pour certaines opérations de neutralisation.

À la suite de l'inspection du 15 juin 2020 et après avoir échangé avec l'exploitant durant les mois suivants, l'arrêté préfectoral n° 2021-0021 du 15 février 2021 a été pris afin de consigner par fractions la somme totale de 757 000 € (titre de consignation RALP-21-2600017063), répondant du coût des travaux prévus par l'arrêté préfectoral de mise en demeure n° 2011364-0006 du 30 décembre 2011 afin de respecter la limite de concentration et de flux en azote global dans les rejets aqueux au 31 décembre 2022.

#### **Article 2 de l'AP de levée de consignation partielle du 9/11/2021:**

La répartition de la consignation établie à l'article 1er de l'arrêté préfectoral n° PAIC-2021-0021 du 15 février 2021 est modifiée comme suit :

Réalisation	Echéance	Montant	Date d'appel de fonds	Somme à consigner
Diminution rejets azotés hors distillation – Etude faisabilité technique et analyse de risque et sécurité (HAZOP)	31/03/21	25 000 €		
Distillation : Partie vapeur préchauffeur et consultation pour analyse de risque et sécurité (HAZOP)	31/03/21	30 000 €		

Réalisation	Echéance	Montant	Date d'appel de fonds	Somme à consigner
Distillation : Modification colonne verre et cuves amont – consultation fournisseur pour sécurisation de l'installation	31/03/21	50 000 €	31/03/21	0 €
Distillation : Electricité, automatismes, test en eau – validation du projet, sécurisation et mise en œuvre	30/06/21	100 000 €	30/06/21	0 €
Distillation : Cuves aval, sortie vapeur colonne, tests en acide, documentation, qualification – sécurisation globale de l'installation	30/09/21	150 000 €	30/09/21	0 €
Distillation : mise en route	30/09/21	200 000 €		
Diminution rejets azotés hors distillation : Rinçage cascade B sur U1U2 – Valorisation alun – Valorisation raffinat – Substitution chaux par oxyde de magnésium	30/06/22	100 000 €		
Diminution rejets azotés hors distillation : respect des valeurs limites en azote global.	31/12/22	102 000 €	31/12/21	202 000 €

Dans le cadre de l'arrêté de consignation du 15 février 2021, un appel de fonds de 202 k€ a été effectué fin 2022 correspondant au deux dernières lignes du tableau de répartition de la consignation.

L'inspection du 2/02/23 avait conclu que le montant correspondant à l'avant dernière ligne qui prévoit la diminution des rejets azotés hors distillation par rinçage cascade B sur U1U2, valorisation de l'alun, valorisation du raffinat, substitution de la chaux par oxyde de magnésium, pourrait éventuellement être levé à la fin du 3ème trimestre 2023, à l'issue des essais industriels du projet aluminosulfate.

Pour cela, l'exploitant devait fournir à l'inspection une synthèse des pistes testées et/ou abandonnées dans le cadre de la diminution des rejets azotés hors distillation (cf pistes énoncées dans la consignation).

Il est à noter que la consignation de cette somme n'a pas été levée pour l'instant. La synthèse attendue n'ayant pas été transmise à l'inspection.

#### Observations :

Comme l'unité de distillation ne fonctionne plus suite à l'incident survenu, l'inspection propose au préfet de consigner la somme de 200 000 € correspondant à la mise en route de l'unité de distillation selon l'AP de consignation du 15 février 2021, si cette unité n'est pas remise en route d'ici mi mars. Cette somme viendra s'ajouter au 202 000 € déjà consignés et évoqués précédemment.

L'exploitant tiendra informé l'inspection de la remise en route de l'unité de distillation.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Consignation

**Proposition de délais :** jusqu'au 15 mars 2024